

L'anglais est-il l'avenir de la Belgique ?

Philippe Van Parijs, philosophe, propose dans son dernier livre plusieurs pistes pour l'avenir de la Belgique. Parmi celles-ci, l'idée que l'anglais devienne la langue commune.

Je me promenais à Anvers samedi passé et le titre de mon livre était présent partout : sur les canettes de bière, sur les t-shirts... » C'est par un clin d'œil, canette d'une célèbre marque de bière belge rebaptisée pour le Mondial à la main, que Philippe Van Parijs a introduit la conférence de présentation de son dernier livre *Belgium, une utopie pour notre temps*, à l'Académie royale de Belgique, publié – fait rare – simultanément en néerlandais. Le philosophe, professeur émérite de l'UCL, voulait de la sorte illustrer la traduction concrète de l'utopie qu'il propose dans son livre : faire de l'anglais la *lingua franca*, la langue commune, des Belges. Le problème linguistique belge n'a jamais pu être résolu et dans les deux grandes communautés du pays, le bilinguisme français-néerlandais est en recul, tandis que l'anglais occupe désormais, pour les jeunes générations, une place incontournable, constate Philippe Van Parijs, qui propose que la langue de Shakespeare devienne la langue véhiculaire du royaume, ce ciment linguistique qui lui fait défaut.

Pour en débattre, quatre personnalités politiques – deux francophones, deux néerlandophones – étaient interrogées par Ivan De Vadder (VRT) et Béatrice Delvaux (*Le Soir*). Un panel au sein duquel la proposition de Philippe Van Parijs a fait l'unanimité... contre elle.

Pour Peter De Roover, chef de groupe N-VA à la Chambre, prôner l'anglais comme langue commune, c'est faire « un constat d'échec, du problème de construction du pays ». S'il estime que dans des situations de la vie quotidienne, au restaurant par exemple, l'utilisation de l'anglais, pour des raisons pragmatiques, se conçoit évidemment, « au niveau politique, institutionnel, il est préférable que chacun s'exprime dans sa propre langue, car cela permet à chacun d'exprimer les nuances de sa pensée, ce qui rend le débat meilleur. »

Meyrem Almaci, président de Groen, ne dit pas autre chose. « Je ne suis pas d'accord avec la N-VA quand elle dit que la langue définit le peuple. L'identité belge existe. Mais il y en a d'autres aussi. Et elles ne s'opposent pas », précise-t-elle cependant. S'il faut donc être pragmatique – « avec la mondialisation, l'anglais est devenu la "lingua franca" partout dans le monde. Quand quelqu'un

cherche de l'information, il est donc important de lui donner dans une langue qu'il comprend. A Bruxelles, un quart des gens parlent l'anglais mieux que le néerlandais ou le français. C'est donc plus efficace » – au niveau politique, il est important de protéger les langues nationales, estime-t-elle, et un gros effort politique doit être fait pour favoriser l'enseignement multilingue.

« Pas un facteur d'unité »

« Je ne suis pas ici pour faire du cinéma ! », tonne Hervé Hasquin, quand on lui demande s'il accepte de jouer le jeu et de répondre à la première question en anglais. Pour le libéral francophone, la

proposition de Philippe Van Parijs est « fantaisiste », parce qu'elle est déconnectée de la réalité : « La sociologie dominante n'a rien à voir avec l'unification du pays par l'anglais. » Il place aussi sa critique sur un plan culturel : « On ne peut pas balayer d'un trait de plume toute l'histoire, les traditions ». S'il faut agir, c'est au niveau de l'école secondaire, en repensant complètement l'apprentissage des langues – qu'il juge « nul » – en permettant aux jeunes davantage d'expériences d'immersion, de contact avec les autres cultures.

L'utopie de Philippe Van Parijs ne reçoit pas plus de soutien d'Olivier Maingain. « Je suis contre le tout à l'anglais. C'est un choix idéologique qui ne correspond pas à l'aspiration profonde des citoyens européens. Une chose est d'avoir une langue d'échange – parfois très sommaire pour certains – autre chose est d'avoir une langue d'adhésion ». Pour le président de Défi, croire que les jeunes, notamment ceux issus de l'immigration,

sont prêts à adhérer au modèle anglo-saxon que véhicule la préférence linguistique du tout à l'anglais, c'est faire fausse route. Red Flames, Red Devils, Tax-on-web... Ces termes s'imposent déjà dans l'espace public ? « C'est la mousse de la communication commerciale. Ne croyons pas que l'anglais comme langue principale en Belgique deviendrait un facteur d'unité pour la diversité de la population établie sur le territoire belge, encore moins dans le contexte international actuel », balaye-t-il. Au plan politique, il est également d'avis qu'utiliser sa propre langue est la meilleure garantie de s'exprimer avec le plus de précision

et de nuances possibles, car « un mot n'est pas l'autre ».

Mettre d'accord Flamands et francophones sur une question linguistique, il fallait le faire. « Mais à quoi servirait un philosophe s'il mettait d'accord l'ensemble des politiques ? », conclura le philosophe. Come on Belgium ! ■

CORENTIN DI PRIMA

LES AUTRES « UTOPIES »

Quatre Régions et du Cappuccino

La division en quatre régions. Flandre, Wallonie, Bruxelles et Oostbelgien, concentrent les matières localisables et personnalisables et composent la nouvelle Belgique. Quelques aménagements : la Wallonie perd du territoire au profit de Oostbelgien et la Flandre au profit de Bruxelles à laquelle elle cède les communes à facilités. Ces Régions gèrent les compétences cohérentes, en rapport avec leur profil linguistique, et développent une identité forte, incarnée par un jour de fête nationale et une capitale propre. Cet « éclatement » en quatre régions, va de pair avec la création d'une circonscription fédérale, qui permet de s'adresser à l'ensemble de la population.

Le « modèle Cappuccino ». Il revient à financer un socle commun par des ressources prélevées au niveau fédéral sous la forme de transferts forfaitaires, laissant aux Régions la possibilité de le compléter par des ressources propres. Le fédéral transfère aux Régions « le café fort » et les Régions complètent, selon leurs moyens, en ajoutant la mousse.

Bruxelles. Bruxelles reste le ciment belge - la Région est déjà aujourd'hui pour Van Parijs la raison principale pour laquelle la Belgique n'éclatera pas -, mais à quatre conditions : l'encouragement du trilinguisme (avec ici, une institutionnalisation de l'anglais), le droit de vote aux étrangers, la fusion des 19 communes et la fin de l'apartheid linguistique en prévoyant un quota minimal de francophones et de néerlandophones (et plus une parité) sur des listes communes.

B.D.X.